

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE MONT-LAURIER

RÈGLEMENT NUMÉRO 176

Règlement concernant l'enlèvement des matières résiduelles, recyclables et organiques et établissant la taxe de service à compter du 1^{er} janvier 2010.

REFONTE ADMINISTRATIVE

(incluant les amendements 176-1 à 176-17)

Mise en garde

Le lecteur est par les présentes avisé que toute erreur ou omission qui pourrait être relevée dans le texte ci-après n'a pas pour effet de diminuer le caractère exécutoire des règlements et amendements, tels que sanctionnés dans leur version originale. Pour vérifier les dispositions applicables, veuillez consulter le texte officiel au Service du greffe et des affaires juridiques de la Ville de Mont-Laurier.

La présente version constitue une refonte administrative qui n'a pas de valeur juridique officielle. Certaines erreurs typographiques évidentes ont pu être corrigées.

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'harmoniser le règlement de la Ville de Mont-Laurier concernant l'enlèvement des matières résiduelles et des matières recyclables en regard des nouvelles règles établies par la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre ;

CONSIDÉRANT que l'imposition de la taxe pour le service d'enlèvement des matières résiduelles, recyclables et organiques sera modifiée à compter du 1^{er} janvier 2010 ;

CONSIDÉRANT qu'avis de motion a été donné à une séance de ce conseil, tenue le 14 décembre 2009 ;

EN CONSÉQUENCE, madame la conseillère Jocelyne Cloutier propose, appuyé par madame la conseillère Lise St-Louis, d'adopter le règlement portant le numéro 176, comme suit :

ARTICLE 1 :

L'annexe « I » établit la réglementation concernant l'enlèvement des matières résiduelles, recyclables et organiques pour faire partie intégrante du présent règlement comme si elle était ici au long reproduite.

ARTICLE 2 :

L'annexe « II » établit l'imposition de la taxe pour le service d'enlèvement des matières résiduelles, recyclables et organiques pour faire partie intégrante du présent règlement comme si elle était ici au long reproduite.

ARTICLE 3 :

Le présent règlement remplace le règlement numéro 9 et ses amendements 9-1 à 9-8.

ARTICLE 4 :

Le règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Michel Adrien, maire

Françoise Papineau,
assistante-greffière

RÈGLEMENT NUMÉRO : 176

ANNEXE « I »

[\(Règl. 176-13\)](#)

RÈGLEMENT CONCERNANT LA COLLECTE ET LE TRANSPORT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES, DES MATIÈRES RECYCLABLES, DES MATIÈRES ORGANIQUES (INCLUANT LES RÉSIDUS VERTS) ET DES ENCOMBRANTS

CHAPITRE 1 : INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1.1 DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

BACS ROULANTS

Les bacs distribués par la municipalité, et fournis par la Régie, dans le cadre des collectes prévues par le présent règlement.

Les bacs doivent avoir un des trois identifiants suivant :

- RIRHL;
- RIDR / RIDL;
- RIDL.

COLLECTE

Action d'enlever des matières résiduelles, des matières recyclables, des matières organiques (incluant les résidus verts) et des encombrants.

Les matières résiduelles, recyclables, organiques (incluant les résidus verts) et encombrants seront chargés dans des camions tasseurs complètement fermés et munis d'équipements hydrauliques automatisés ou semi-automatisés.

ENCOMBRANTS

Désignent les matelas, les lessiveuses, les cuisinières, les vieux meubles, les accessoires électriques et autres ameublements. Cela inclut aussi les autres petits objets, matériaux de construction, démolition et rénovation acceptés et disposés selon les exigences de la Régie.

Sont exclus de la collecte :

- Les matières résiduelles, recyclables, organiques et les résidus verts;
- Les sacs de poubelles opaques;
- Les appareils dotés d'halocarbure (ex : fréon);
- Les morceaux de béton, d'asphalte, la roche;
- Le bardeau;
- Les pneus;
- Les TIC;
- Les RDD;
- Les objets de plus de 100 kg et plus grand que 2 mètres ou qui ne peuvent entrer dans la cuve du camion de collecte;
- Les équipements avec un réservoir à essence (ex : tondeuse).

HABITATIONS À LOGEMENTS MULTIPLES OU MIXTES

Édifices comprenant deux (2) portes ou plus.

INSTALLATION MUNICIPALE EXTÉRIEURE

Installations municipales extérieures (qui possède ou non un matricule) qui sont ou ne sont pas répertoriées au rôle d'évaluation sommaire de la MRC d'Antoine-Labelle.

Il peut s'agir d'un parc, d'une patinoire extérieure, d'un quai public ou autres.

MATIÈRES ORGANIQUES (ROTS)

Tous les résidus organiques triés à la source et conformes au certificat d'autorisation donné à la Régie par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques pour l'exploitation de sa plateforme de compostage.

MATIÈRES RECYCLABLES

Matières pouvant être mises en valeur par la voie du recyclage et acceptées au centre tri utilisé par la Régie.

MATIÈRES RÉSIDUELLES

Tous produits solides à 20 degrés Celsius, résiduaux d'une activité domestique, commerciale, industrielle ou agricole conforme au Règlement sur l'enfouissement et l'incinération du Ministère de l'Environnement et la Lutte aux changements climatiques. Ceci inclut notamment, tout résidu ne pouvant être recyclé, composté ou sans aucun débouché de valorisation pour la Régie. Ainsi que toutes matières interdites par toutes autres réglementations provinciales, fédérales ou par résolution de la Régie.

MUNICIPALITÉS

Représentent les douze municipalités membres de la Régie soient :

Chute-Saint-Philippe, Ferme-Neuve, Kiamika, Lac-des-Écorces, Lac-du-Cerf, Lac-Saint-Paul, Mont-Laurier, Mont-Saint-Michel, Notre-Dame-de-Pontmain, Notre-Dame-du-Laus, Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles et Sainte-Anne-du-Lac.

PERSONNE

Toute personne physique ou morale.

PORTE COMMERCIALE

Autres locaux tel qu'il apparaît au sommaire du rôle d'évaluation foncière de la MRC d'Antoine-Labelle.

PORTE RÉSIDENTIELLE

Nombre de logements tel qu'il apparaît au sommaire du rôle d'évaluation foncière de la MRC d'Antoine-Labelle.

RÉGIE

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre.

RÉSIDUS VERTS

Feuilles, gazon, résidus de jardin et conformes au certificat d'autorisation donné à la Régie par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques pour l'exploitation de sa plateforme de compostage.

Sont aussi inclus dans cette catégorie :

- Branches n'excédant pas 5 cm de diamètre et de longueur maximale d'un (1) mètre, attachés et moins de 25 kg par paquet;
- Les sapins de Noël naturels, coupés en section maximale de 2 mètres, dépourvus de décorations.

TERRITOIRE À DESSERVIR

Tout le territoire de la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre et à l'intérieur duquel les portes sont à desservir.

RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX (RDD)

Est considéré comme un résidu domestiques dangereux : résidu solide, liquide ou gazeux généré par une activité purement domestique, qui a les propriétés d'une matière dangereuse (explosives, gazeuses, inflammables, toxiques, corrosives ou comburantes) ou qui est contaminé par une matière telle que, sans limiter la généralité de ce qui précède.

TIC

Technologie de l'information et des communications, qui permettent de donner ou de recevoir de l'information, qui sont acceptés par ARPE-Québec.

Est considéré comme des TIC les ordinateurs, imprimantes, scanner, téléviseur, téléphone conventionnel, intelligent et autres appareils des technologies de l'information et communications.

1.2 CHAMPS D'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement s'applique sur tout le territoire de la Ville de Mont-Laurier.

1.3 OFFICIER RESPONSABLE

Le directeur du Service des travaux publics et de l'ingénierie, les contremaîtres, l'inspecteur des bâtiments et ses adjoints, et les constables spéciaux sont responsables de la surveillance et de la mise en application du présent règlement et sont autorisés à signer les procédures judiciaires appropriées et à délivrer les constats d'infractions.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toute porte résidentielle ou commerciale desservie par la collecte se doit de participer aux différentes collectes mises en place sur le territoire de la Régie. Les matières doivent être disposées selon les prescriptions du présent règlement et suivant la réglementation municipale en vigueur relative aux différentes collectes. Toute personne a la responsabilité de trier les différentes matières selon leur type et de les disposer dans le bac autorisé pour chaque type de matière.

SECTION I : DISTRIBUTION DES CONTENANTS AUTORISÉS

2.1.1 BACS AUTORISÉS

Bacs roulants noirs, verts, bruns et fournis à la municipalité par la Régie

2.1.2 NOMBRES DE BACS PAR PORTE RÉSIDENIELLE

Chaque porte résidentielle a droit à un bac noir, un bac vert et un bac brun, sur le territoire desservi par la Régie.

Bac supplémentaire :

- Bac noir : après autorisation de la Régie et selon la tarification en vigueur.
- Bac brun : 2 bacs bruns au total
Possibilité d'avoir plus de 2 bacs bruns après autorisation de la Régie.
- Bac vert : aucune limite de bacs verts

2.1.3 NOMBRE DE BACS PAR PORTE INSTITUTIONNELLE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE (ICI) ET POUR LES INSTALLATIONS MUNICIPALES EXTÉRIEURES

Chaque porte institutionnelle, commerciale et industrielle ainsi que chaque installation municipale extérieure a droit à deux bacs noirs, deux bacs verts et deux bacs bruns, sur le territoire desservi par la Régie.

Bac supplémentaire :

- Bac noir : après autorisation de la Régie et selon la tarification en vigueur.
- Bac brun : 4 bacs bruns au total
Possibilité d'avoir plus de 4 bacs bruns après autorisation de la Régie.
- Bac vert : aucune limite de bacs verts

2.1.4 HABITATIONS À LOGEMENTS MULTIPLES OU MIXTES

Chaque porte des habitations à logements multiples ou mixtes a le droit à un bac noir, un bac vert et un bac brun, sur le territoire desservi par la Régie.

Bac supplémentaire :

- Bac noir : après autorisation de la Régie et selon la tarification en vigueur.
- Bac brun : 2 bacs bruns au total
Possibilité d'avoir plus de 2 bacs bruns après autorisation de la Régie.
- Bac vert : aucune limite de bacs verts

2.1.5 PROPRIÉTÉ DES BACS AUTORISÉS

Tous les bacs autorisés et distribués demeurent, en tout temps, la propriété de la municipalité ou de la Régie. Les bacs sont assignés à une porte et ne peuvent être changé de porte.

Tous propriétaires d'un immeuble qui dispose d'un ou de plusieurs bacs autorisés en a la garde et est responsable pour les dommages, pertes ou bris pouvant survenir audits contenant.

SECTION II : COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

2.2.1 ENLÈVEMENT ET HORAIRE DE COLLECTE ET DES MATIÈRES RÉSIDUELLES, MATIÈRES RECYCLABLES, MATIÈRES ORGANIQUES (INCLUANT LES RÉSIDUS VERTS) ET ENCOMBRANTS

Du lundi au vendredi, selon l'horaire de collecte, entre 5H00 et 16H00 et en respectant la réglementation municipale en vigueur. Exception autorisée dû aux conditions routières ou météorologiques.

2.2.2 PRÉPARATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Toutes les matières résiduelles doivent être déposées dans les bacs noirs fournis par la Régie, à défaut de quoi elles ne seront pas recueillies lors de la collecte. Aucune matière résiduelle à côté des bacs noirs ne sera ramassée. Si le bac contient du carton ou des résidus verts le bac ne sera pas ramassé. La Régie peut par résolution ne pas ramasser le bac selon des modalités et exigences définies par résolution, afin de favoriser le recyclage, le compostage et la valorisation de matières résiduelles et ainsi éviter son enfouissement.

SECTION III : COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

2.3.1 PRÉPARATION DES MATIÈRES RECYCLABLES

Toutes les matières recyclables doivent être déposées, pêle-mêle, dans les bacs verts, autorisés par la Régie. Lorsque le ou les bacs verts sont pleins, les matières recyclables peuvent être déposées dans des boîtes de carton ou dans des sacs transparents à côté des bacs de recyclages.

SECTION IV : COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES (INCLUANT LES RÉSIDUS VERTS)

2.4.1 PRÉPARATION DES MATIÈRES ORGANIQUES (INCLUANT LES RÉSIDUS VERTS)

Toutes les matières organiques (incluant les résidus verts) doivent être déposées, dans les bacs bruns, autorisés par la Régie. Lorsque le ou les bacs bruns sont pleins, les matières organiques et les résidus verts, peuvent être déposés dans des boîtes de carton ou dans des sacs papiers à côté des bacs bruns, le tout conformément au certificat d'autorisation de la plateforme de compostage de la Régie.

Les branches devront quant à elles être disposées à côté du bac brun et ce, en paquet de 25kg, coupées en section de 2 mètres s'il y a lieu.

Les sapins de Noël naturels devront être disposés à côté du bac brun et ce, couché sur le côté et coupé en section de 2 mètres s'il y a lieu.

SECTION V : COLLECTE DES ENCOMBRANTS

2.5.1 PRÉPARATION DES ENCOMBRANTS

Tout couvercle, porte ou autre dispositif de fermeture, attaché à un encombrants tel une boîte, une caisse, une valise, un coffre ou de façon générale, un contenant muni d'un couvercle doit être retiré avant d'être déposé lors de la collecte spéciale de façon à ce qu'un enfant ne puisse, en s'y introduisant, y rester enfermé.

Les matériaux provenant de travaux de démolition, de rénovation ou de construction, d'un maximum de 1 m³, devront être d'une longueur maximale de 2 mètres et n'excédant pas un poids de 100 kg, et disposé de manière adéquate pour faciliter la manipulation lors de la collecte.

Les encombrants devront dans la mesure du possible être disposé en deux tas distinct ; soit un tas pour tout ce qui est en bois et un autre tas pour les autres. Les encombrants devront être d'une longueur maximale de 2 mètres et n'excédant pas un poids de 100 kg, et en disposer de manière adéquate pour faciliter la manipulation lors de la collecte.

La Régie peut par résolution ne pas ramassé des encombrants ou dicté d'autres normes de disposition, selon des modalités et exigences définis par résolution, afin de favoriser la valorisation de matières et ainsi éviter son enfouissement.

Maximum autorisé :
3 m³

Maximum autorisé pour les matériaux de construction :
1 m³ qui doit être inclut dans le 3 m³ total.

2.5.2 DISPOSITION

Les objets destinés à la collecte des encombrants sont déposés sur le terrain de la porte, en bordure de la rue, le plus près possible du pavage. Les encombrants doivent être placés en bordure de la rue le dimanche qui précède la semaine de collecte et en respectant la réglementation municipale en vigueur.

SECTION VI : ACCÈS AUX BACS AUTORISÉS

2.6.1 LOCALISATION DES BACS

La veille du jour déterminé pour l'enlèvement des matières résiduelles, des matières recyclables, des matières organiques (incluant les résidus verts), toutes les personnes doivent placer leurs bacs en bordure de la rue, le plus près possible du pavage, à l'avant de sa porte résidentielle, commerciale ou autre endroit autorisé par la Régie et en respectant la réglementation municipale en vigueur.

La Régie peut prendre des arrangements, avec l'entrepreneur en charge des collectes, pour la disposition des bacs dans un endroit particulier.

2.6.2 JOUR DE COLLECTE

La veille du jour de la collecte, les bacs autorisés doivent être placés aux endroits prévus dans la présente section et replacés dans l'espace qui leur est réservé entre les collectes et ce, le plus tôt possible après la collecte et en respectant la réglementation municipale en vigueur.

CHAPITRE 3 : OBLIGATIONS ET INTERDICTIONS

SECTION I

3.1.1 ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

La personne a l'obligation de donner accès à la propriété aux camions utilisés pour l'enlèvement des matières résiduelles, des matières recyclables, des matières organiques (incluant les résidus verts) et des encombrants.

3.1.2 NOTIFICATION DES DOMMAGES

La personne doit prévenir la municipalité de tous les dommages, bris, pertes ou vols relatifs aux bacs autorisés attribués à sa porte et ce, dans les plus brefs délais.

- 3.1.3 IDENTIFICATION DES BACS AUTORISÉS
La personne doit s'assurer que tous les bacs autorisés sont dûment identifiés par l'inscription, sur l'espace réserver à cette fin, de l'adresse civique de l'unité d'occupation et ce, de manière que cette inscription y soit constamment lisible.
- 3.1.4 PROPRETÉ DES BACS AUTORISÉS
La personne doit nettoyer et maintenir les bacs autorisés dans un bon état de propreté. Les contenants autorisés ne doivent, en aucun temps, répandre de mauvaises odeurs et le couvercle doit toujours être rabattu.
- 3.1.5 RANGEMENT DES BACS AUTORISÉS
La personne doit s'assurer que les bacs autorisés soient rangés de façon à ne pas constituer une nuisance à l'utilisation de la voie publique.
- 3.1.6 DISPOSITION DES DIFFÉRENTES MATIÈRES
La personne doit voir à ce que les matières résiduelles, les matières recyclables les matières organiques (incluant les résidus verts) et les encombrants soient déposés, entreposés et ramassés suivant les prescriptions du présent règlement. La personne doit, de plus, s'assurer à ce que les matières résiduelles, les matières recyclables, les matières organiques (incluant les résidus verts) et les encombrants ne soient en aucune façon éparpillés, dispersés ou répandus à l'extérieur des contenants autorisés ou d'une manière autre que prévu dans ce règlement.
- 3.1.7 INSPECTION
Toute personne doit autoriser l'accès à l'officier responsable ou son représentant lors de l'inspection de ce dernier concernant l'application du présent règlement.

SECTION II : INTERDICTIONS

- 3.2.1 UTILISATION DES BACS AUTORISÉS
Il est interdit d'utiliser les bacs pour d'autres fins que la disposition des matières résiduelles, des matières recyclables ou des matières organiques triées à la source (incluant les résidus verts). Aucune personne ne peut déposer quelques matières que ce soit dans un bac autorisé autre que celui qui a été attribué à sa porte.

3.2.2 INSTALLATIONS MUNICIPALES EXTÉRIEURES

Tous les bacs servant aux installations municipales extérieures doivent servir uniquement pour les menus rebuts des utilisateurs desdites installations municipales extérieures.

3.2.3 MANIPULATION

Nul ne peut, en aucun temps, fouiller, enlever, déplacer un bac vers une autre porte résidentielle ou commerciale. De s'approprier toutes matières résiduelles, matières recyclables ou matières organiques triées à la source (incluant les résidus verts) déposées dans les contenants autorisés ni renverser ou déplacer lesdits bacs vers une autre porte que celle qui lui est attribué.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux personnes engagées par la municipalité, la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre ou leur représentant autorisé, pour des fins de vérification ou d'analyse des contenants, ainsi qu'aux personnes faisant partie d'un programme, approuvé par la municipalité ou par la Régie, pour promouvoir la récupération des différentes matières.

Nul ne peut briser ou endommager les bacs autorisés, y faire des graffitis, les peindre ou les modifier de quelque manière que ce soit.

3.2.4 SUBSTANCES DANGEREUSES

Il est interdit de déposer dans les bacs autorisés, tout objet ou substance susceptible de causer des dommages, notamment, toute matière explosive ou inflammable, déchet toxique et produit pétrolier ou substitut.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS PÉNALES

4.1 INFRACTIONS

Quiconque contrevient aux dispositions des chapitres II et III du présent règlement commet une infraction. Chaque jour pendant lequel dure ou subsiste une infraction au règlement constitue une infraction distincte et séparée.

4.2 AMENDES

Toute personne physique qui commet une infraction au règlement est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende pouvant varier entre :

- première infraction : 200 \$ à 500 \$;
- récidive : 400 \$ à 1 000 \$;

Toute personne morale qui commet une infraction au règlement est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende pouvant varier entre :

- première infraction : 300 \$ à 1 000 \$;
- récidive : 600 \$ à 2 000 \$.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

5.1 TAXATION

Tout déboursé consenti par une personne desservie par les collectes prévues dans ce règlement, afin de procéder à une collecte supplémentaire ou de louer ou d'acquérir un conteneur, ne représente ni un crédit, ni une exemption à toute taxe imposée par la Ville de Mont-Laurier en retour de son service d'enlèvement des matières résiduelles et des matières recyclables.

RÈGLEMENT NUMÉRO : 176

ANNEXE « II »

[\(Règl. 176-11, 176-12, 176-14, 176-15\)](#)

Imposition de la taxe pour le service d'enlèvement des matières résiduelles, recyclables et organiques

Rétroactivement au 1^{er} janvier 2024 :

Un tarif annuel sera imposé, selon la *Loi sur les cités et villes* et la *Loi sur la fiscalité municipale*, et sera à la charge de chaque propriétaire d'immeubles où le service municipal d'enlèvement des matières résiduelles, recyclables et organiques est disponible dans la Ville afin de pourvoir au paiement des dépenses occasionnées, comme suit :

[\(Règl. 176-16, 176-17\)](#)

1.	Service aux unités résidentielles et chalets: pour chaque unité.	159 \$
2.	Service aux chalets non accessibles en hiver : pour chaque unité.	79,50 \$
3.	Service aux chalets et camps de chasse non accessibles en hiver, mais bénéficiant annuellement du service dans leur secteur : pour chaque unité.	159 \$
4.	Service aux maisons de chambres et pension et aux chambres de motels et d'hôtels et de pourvoiries : (ce, en plus du tarif approprié aux unités résidentielles ou commerciales appropriées) : pour chaque chambre.	35 \$
5.	Services aux roulottes de voyages, de maisons mobiles, sises sur des terrains privés (par période de 180 jours) : pour chaque roulotte.	79,50 \$
6.	Service aux immeubles à logements de plus de 50 unités : pour chaque logement à partir du 51 ^e logement.	53 \$

7.	Service aux unités industrielles bénéficiant du service municipal, attenantes ou non à une autre unité : pour chaque unité.	454 \$
8.	Établissements commerciaux : a) Catégories d'immeubles classées R1A à R2; b) Catégories d'immeubles classées R3 à R4; c) Catégories d'immeubles classées R5 à R10.	0 \$ 159 \$ 318 \$
9.	Service aux hangars d'avions : pour chaque unité.	159 \$
10.	Service aux érablières sans repas.	159 \$
11.	Aux fins de la présente tarification, chaque commerce et industrie exclu de la cueillette publique de déchets domestiques contribue à la collecte et au traitement des matières recyclables et compostables. (Règl. 176-16)	159,00 \$
12.	Service aux terrains de camping ou de caravanning : (ce, en plus du tarif approprié aux unités résidentielles ou commerciales) : pour chaque site.	12 \$
13.	Service aux exploitations agricoles enregistrées ou non où il y a au moins un bâtiment de ferme attenant ou non à une unité résidentielle.	318 \$
14.	Service au local commercial occupé par l'institution du CLSC situé au 757, rue de la Madone.	908 \$
15.	Service aux édifices gouvernementaux et paragouvernementaux bénéficiant du service municipal : a) pour chaque bureau ou ministère qui n'est pas spécifiquement énuméré b) pour le Palais de justice c) pour l'édifice de la Sûreté du Québec d) pour chaque bac noir additionnel facturé à la Ville par la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre	454 \$ 908 \$ 908 \$ 418 \$

16.	Service aux commerces dont la cueillette est impossible à effectuer en raison de l'accès difficile aux immeubles concernés : pour chaque unité.	15 % du tarif régulier
17.	Pour tout terrain desservi enclavé.	79,50 \$
18. (Règl. 176-17)	Pour toute unité bénéficiant d'un bac noir additionnel facturé à la Ville par la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre, sauf pour les maisons de chambres et les Organismes à but non lucratif visés par l'article 204 (10) de <i>la Loi sur la fiscalité municipale</i> , ou autres qui paient déjà un tarif à la chambre : a) Pour chaque unité industrielle, commerciale et institutionnelle b) Pour tout particulier	380 \$ 190 \$
19.	Service aux maisons de chambres et pension de type hébergement longue durée (pour les chambres seulement)	Le montant des bacs additionnels moins le prix payé pour les chambres

Advenant qu'une des unités ci-dessus énumérées devient vacante ou inoccupée, les tarifs de base de chaque unité sont maintenus pour le service.

La tarification est basée, à partir du nombre d'unités de logements et d'autres locaux, ainsi que les données qui apparaissent au rôle d'évaluation en vigueur et à toutes les modifications effectuées en cours d'année, ainsi que par les rapports d'inspection transmis par le Service des permis. Le calcul est basé sur le nombre de chambres en location, d'autres données qui n'apparaissent pas ainsi que les données relatives aux exploitations agricoles enregistrées ou non où il y a au moins un bâtiment de ferme n'apparaissant pas au rôle d'évaluation en vigueur, le calcul est alors effectué en sus par la Ville.

Toute compensation pour la cueillette des matières résiduelles, recyclables et organiques est payable pour l'année complète, par le propriétaire de l'immeuble, pour chaque unité concernée aux tarifs fixés dans le présent règlement.

Toute compensation exigée par la Ville, d'une personne physique ou morale, en vertu des présentes dispositions en raison du fait qu'elle est propriétaire d'immeuble, est assimilée à une taxe foncière imposée sur celui-ci.

La vente des bacs noir, vert et brun est fixée par le règlement décrétant la tarification des services et des activités de la Ville.

Le propriétaire d'un immeuble qui désire retourner un bac noir ou un bac vert additionnel facturé à la Ville par la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre, sera crédité d'un montant de 50,00 \$, à la condition toutefois que le bac soit en bonne condition. Le tarif annuel sera ajusté en conséquence.